

Publié le 26 Février 2018

Disraeli Scanner

Une occasion historique de sortir du tête-à-tête franco-allemand



Si Emmanuel Macron n'avait pas un peuple à gouverner, il se sentirait très proche du presque quinquagénaire Weidmann, partisan d'une harmonisation des fiscalités au sein de la zone euro; mais il y a les Français.



Avec [Disraeli Scanner](#)
[Voir la bio en entier](#)

Londres, Le 25 février 2018 **Qui est l'homme fort en Europe, Emmanuel Macron ou Jens Weidmann?** Mon cher ami, Emmanuel Macron fait l'expérience qui fut celle de François Mitterrand en son temps: régner à Paris ne garantit pas d'imposer ses choix à Bruxelles ou à Berlin (du temps de Mitterrand, c'était Bonn). Le président français aimerait imposer des listes transnationales pour les élections au Parlement Européen de 2019 - créer l'Europe En Marche, EEM, l'Europe selon Emmanuel Macron - mais les partis établis au Parlement Européen, coalitions de représentants issus d'élections nationales, ont bien l'intention de faire s'enliser le projet. Si l'on ajoute qu'Angela Merkel, pour faire accepter la Grande Coalition à son parti, a demandé au SPD de soutenir le principe d'une candidature de l'actuel président de la Bundesbank, Jens Weidmann, à la succession de Mario Draghi, le champ des possibles européens a l'air de se réduire pour le président français. Weidmann est sur une ligne monétariste dure. Il a toujours fait savoir sa méfiance quant à la ligne Draghi. Si Emmanuel Macron n'avait pas un peuple à gouverner, il se sentirait très proche du presque quinquagénaire Weidmann, partisan d'une harmonisation des fiscalités au sein de la zone euro; mais il y a les Français.....J'ai relu toute une série de conférences ou déclarations faites par le président de la *Buba* (la Bundesbank). Il met bien entendu de l'eau dans son vin, pour apparaître moins raide que sa réputation; mais il n'a pas grand souci à se faire vue qu'il exprime ce que pensent profondément les responsables allemands: maintenant que l'économie européenne est repartie, il est temps de mettre fin, doucement mais résolument, au Quantitative Easing qui a permis de relancer la zone euro et de faire passer dans les populations les réformes dites structurelles. Quand Weidmann fait l'éloge de Macron,

c'est pour se féliciter qu'il y ait enfin un réformateur à l'Elysée. Ce n'est sûrement pas pour endosser l'idée d'un budget européen commun ni, plus généralement, d'une quelconque mutualisation des dettes. **Emmanuel Macron sur les pas de François Mitterrand** Essayons d'imaginer les scénarios de l'année 2018 en matière de relations franco-allemandes. Première possibilité: nous apprenons, dans une semaine, que les membres du SPD votent en faveur de la Grande Coalition. Angela Merkel entame son mandat et elle fait accepter rapidement que Jens Weidmann soit le successeur de Mario Draghi à l'automne 2019. Seconde possibilité: la Grande Coalition ne se fait pas. Angela Merkel se retire de la vie politique; de nouvelles élections ont lieu; une CDU et une CSU situées plus à droite regagnent des suffrages et sont en mesure de constituer une majorité avec le FDP. L'une des premières décisions d'un nouveau chancelier chrétien-démocrate est de faire accepter par ses partenaires européens la nomination de Jens Weidmann comme successeur de Mario Draghi.....Voyez-vous, mon cher ami, le grand politique dispose toujours de plusieurs options. Votre Macron se révélera-t-il être un grand politique? Il me fait plutôt penser pour l'instant à François Mitterrand dans la mesure où, comme ce dernier, il semble très fort pour se préserver plusieurs options en France; en revanche, tout comme le président des années 1981-1995, Macron ne semble pas avoir plusieurs options extérieures - ni même les chercher. Le jeu allemand est fermé; c'est évident depuis le début; et pourtant le président français s'obstine à « attendre Godot » au lieu de jouer, par exemple, la carte britannique ou bien, plus largement, une carte transatlantique permettant de sortir du piège allemand. **150 ans d'erreurs françaises vis-à-vis de l'Allemagne** Je vous assure que rien n'est plus fascinant et attristant que de voir votre pays, depuis cent-cinquante ans, depuis la terrible guerre franco-prussienne, incapable de sortir de son face à face avec l'Allemagne. Régulièrement, l'histoire vous a fourni l'occasion de vous libérer de la dépendance dans laquelle vous vous étiez mis et, non moins régulièrement, vos dirigeants ont fait le mauvais choix. - Dans les années 1900, Jean Jaurès, parfait connaisseur de l'Allemagne, observe l'irrésistible ascension de la social-démocratie et il fait le pari de l'inéluctable victoire de la démocratie en Allemagne. Aussi conseille-t-il au gouvernement français, depuis la tribune de la Chambre des Députés, de garder son sang froid, de ne tomber dans aucune des provocations de Guillaume II - sous peine de souder la social-démocratie avec le gouvernement et de permettre aux forces autoritaires de reprendre la main. Pourtant, de crise marocaine en crise balkanique, les dirigeants français choisissent la guerre, cette « Grande Guerre » dont sont sortis tous les totalitarismes, à commencer par le nazisme. - En 1919, la France, aidée de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, a l'occasion inespérée de faire une paix d'équilibre des puissances. Alors que tout aurait dû mener à la victoire de l'Allemagne dans la Première Guerre mondiale, vu l'infériorité démographique française et la puissance industrielle allemande, la coalition des démocraties l'a emporté. Mais loin de reprendre le flambeau de Jaurès, Clemenceau est obsédé par le passé belliqueux de l'Allemagne et méprise les efforts des républicains allemands pour transformer le pays. Son tempérament vindicatif finit par lui mettre à dos les opinions britannique et américaine, laissant la France de plus en plus isolée face à une Allemagne qui reconstitue ses forces, pleine de ressentiment. - En mars 1936, alors que Hitler fait entrer ses troupes dans la Rhénanie démilitarisée, la France a l'occasion de tuer dans l'oeuf le fascisme allemand. Il suffirait d'une toute petite dose de l'agressivité dont avait fait preuve Clemenceau pour prendre une décision ferme et balayer les troupes du Führer, lequel aurait été désavoué par son Haut Commandement. Vu ce qui a suivi, il serait indécent de s'appesantir sur la veulerie du gouvernement français de l'époque. - De Gaulle est le seul de vos hommes politiques à avoir tenté de briser la malédiction. Homme de la résistance à la puissance allemande, il commence, après la défaite du nazisme, par tendre la main, généreusement, à l'ennemi d'hier. Il propose un pacte de confiance. Contrairement à la soupe sentimentale que l'on nous ressert régulièrement, la République Fédérale bafoue d'emblée la confiance donnée par la France: le Bundestag fait ajouter un préambule atlantiste au Traité de l'Elysée, le vidant de sa substance. La France n'avait pas besoin de l'Allemagne fédérale pour s'entretenir avec les Anglo-Américains. De Gaulle en tire les conséquences: il reconnaît la Chine, se rapproche de l'URSS, sort du commandement intégré de l'OTAN (dans cet ordre!) et esquisse, peu avant de quitter le pouvoir, un rapprochement avec la Grande-Bretagne. Pompidou reste en grande partie fidèle à l'esprit du Général mais ses successeurs défont consciencieusement la politique d'indépendance, exaltent un couple franco-allemand imaginaire et se retrouvent un position de faiblesse au moment de la réunification. - En 1989, François Mitterrand aurait eu l'occasion de donner raison à la fois à Jaurès et à de Gaulle. Il aurait dû se réjouir de la victoire, après d'atroces convulsions politiques, de la démocratie dans toute l'Allemagne; et proposer, au nom de toute l'Europe un cadre strict pour encadrer l'Allemagne réunifiée. Au lieu de cela, le plus surestimé des présidents de la Vè République eut des velléités d'empêcher la réunification puis, ne pouvant décemment s'opposer à la démocratie, il crut que, pour autant, il fallait tout accepter des exigences allemandes: le maintien dans l'OTAN, une politique monétaire malthusienne, le démantèlement de la Yougoslavie etc..... **Oubliez l'Allemagne, regardez ce que font les autres membres permanents du Conseil de sécurité** Je comprends bien qu'Emmanuel Macron est face à un lourd héritage. Mais comment cet homme jeune et énergique peut-il avoir enfourché un canasson aussi usé et chétif que le tandem franco-allemand? Se rend-il compte que les jours de Madame Merkel sont comptés? Se rappelle-t-il que même quand elle avait du pouvoir, jamais Nicolas Sarkozy, non moins volontariste que l'actuel président, n'avait réussi à faire sortir Madame Merkel des rails du monétarisme allemand - même face à la réalité de la crise de 2008? L'Allemagne va

être absorbée par des jeux politiques internes. La Grande-Bretagne est en train d'inventer dans la douleur un nouveau modèle économique. Trump dément tous les pronostics et voit sa cote de popularité remonter. Poutine va être réélu. La Chine investit massivement dans le reste du monde. Et si l'on prend en compte la bonne réputation internationale d'Emmanuel Macron, on peut dire que les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité sont en train de faire bouger les lignes. Mais la France n'entrera pas dans le monde nouveau tant qu'elle n'aura pas tourné la page de son obsession allemande. Je vous souhaite une bonne semaine en espérant que vous serez revigoré par le froid venu de Russie Bien fidèlement à vous Benjamin Disraëli